

TERACT

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 734 278,97 euros

Siège social : 83, avenue de la Grande Armée, 75016 Paris

889 017 018 RCS Paris

BROCHURE DE CONVOCATION

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 16 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Mixte qui se tiendra le **lundi 16 décembre 2024 à 15h00**, au siège social, 83, avenue de la Grande Armée, 75016 Paris, afin de vous rendre compte de l'activité et des résultats de votre Société au cours de l'exercice clos le 30 juin 2024 et soumettre à votre approbation l'ensemble des résolutions relatives à l'ordre du jour.

Vous trouverez ci-après les informations relatives à la tenue de l'Assemblée, à son contenu ainsi qu'aux conditions et modalités de participation.

I. ORDRE DU JOUR

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2024,
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2024
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2024
4. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L 225-38 et suivants du code de commerce et approbation du contrat de services entre la société TERACT et la société IMANES
5. Renouvellement du mandat de la société IMANES en qualité de membre du Conseil d'administration
6. Nomination du cabinet Ernst & Young et Autres en qualité de commissaire aux comptes en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité
7. Approbation des informations mentionnées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce – say on pay ex post global
8. Approbation des éléments de rémunération et des avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Thierry Blandinières, Président du Conseil d'administration – say on pay ex post individuel
9. Approbation des éléments de rémunération et des avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Moez-Alexandre Zouari, Directeur Général – say on pay ex post individuel
10. Approbation des éléments de rémunération et des avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Guillaume Darrasse, Directeur Général Délégué jusqu'au 31 mars 2024 – say on pay ex post individuel
11. Approbation des éléments de rémunération et des avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Ludovic Holinier, Directeur Général Délégué depuis le 1^{er} mars 2024 – say on pay ex post individuel

12. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs– say on pay ex ante
13. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration – say on pay ex ante
14. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général – say on pay ex ante
15. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général Délégué– say on pay ex ante
16. Programme de rachat d'actions : autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

17. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'annuler les actions rachetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce
18. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par offre au public à l'exclusion des offres visées au 1^o de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier
19. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par une offre visée au 1^o de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier
20. Délégation à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces, en dehors d'une offre publique d'échange
21. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées
22. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires
23. Délégation à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une société du groupe avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées,
24. Plafond global des augmentations de capital
25. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail
26. Mise en harmonie des statuts avec les dispositions des articles L. 22-10-3-1 et L.225-37 du Code de commerce dans leur nouvelle rédaction issue de la loi n°2024-537 du 13 juin 2024

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

27. Pouvoirs en vue des formalités

II. EXPOSE SOMMAIRE DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2024

A. FAITS MARQUANTS

Lancement du CFA by TERACTION

Le 9 octobre 2023, TERACTION a inauguré son Centre de Formation d'Apprentis sur les métiers de la jardinerie/animalerie et de la boulangerie : le CFA by TERACTION.

TERACTION devient Société à mission

Le 15 décembre 2023, TERACTION est devenu, conformément à ses engagements, une Société à mission. Le changement de son statut est ainsi devenu effectif, avec pour raison d'être d'« agir pour que chacun accède aux bienfaits de la nature ».

Nomination de Ludovic Holinier

Le 14 février 2024, TERACTION avait annoncé la nomination de Ludovic Holinier, effective depuis le 1^{er} mars 2024, en qualité de Directeur général délégué, en remplacement de Guillaume Darrasse. Ludovic Holinier était depuis cette date en charge du pilotage des activités de l'entreprise, dont il avait intégré le Comité exécutif.

Stratégie digitale

Le 10 juin 2024, dans la continuité de sa stratégie omnicanale, TERACTION a officiellement annoncé le lancement de sa Marketplace, disponible depuis cette date sur les sites de ses enseignes jardiland.com et gammvert.fr après plusieurs mois de développement. Le déploiement de la marketplace permet une expérience d'achat en ligne enrichie, directement sur les sites du Groupe. L'objectif premier est d'élargir l'offre en complémentarité des références déjà présentes en magasins, de capter de nouveaux clients et de toujours mieux répondre à leurs attentes et besoins.

Après jardiland.com (janvier 2023) et gammvert.fr (octobre 2023) en France, le site web marchand de jardiland.espagne, jardiland.es, a été inauguré le 22 mai 2024. Ce nouveau portail est spécifiquement dédié au retrait en magasin sous 2 heures pour les 6 magasins espagnols situés à Gavà, Sant Cugat, Reus, Oleiros, Cubelles, et La Pobla.

Évolution du parc de magasins et cession-bail immobilière

Le Groupe a accéléré le plan de gestion de ses réseaux, reposant notamment sur les passages en franchises en jardinerie/animalerie (22 magasins Gamm vert concernés au 1^{er} semestre 2023/2024), transferts ou encore fermetures de magasins durablement non performants. Dans l'Alimentaire, l'année a été marquée par 4 ouvertures de magasins Boulangerie Louise, dont une iconique aux Champs-Élysées, ainsi que par la fermeture de 5 magasins.

Par ailleurs, une opération de cession-bail immobilière a été réalisée chez Jardiland sur 7 immeubles et un terrain.

B. ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2024

1.1 PRINCIPAUX AGREGATS

1.1.1 Répartition du chiffre d'affaires par secteur

2 (en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023	Variations	
			Données publiées	Données comparables ^(a)
Chiffre d'affaires	911,5	902,1	1,0 %	- 2,9 %
Jardinerie/animalerie	766,0	808,6	- 5,3 %	- 3,3 %
Alimentaire	145,4	93,5	+ 55,5 %	- 0,6 % ^(b)

(a) Périmètre constant en retraitant de l'ensemble des variations de périmètre.

(b) Données comparables sur une période de 7 mois tenant compte de l'entrée dans le périmètre de Boulangerie Louise et Grand Marché La Marnière le 1^{er} décembre 2022.

2.1.1 Indicateurs financiers

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Chiffre d'affaires	911,5	902,1
EBITDA ajusté ^(a)	56,4	67,5
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>6,2 %</i>	<i>7,5 %</i>
Résultat opérationnel courant	(10,4)	2,1
Résultat net part du Groupe	(68,9)	(106,6)
Free cash flow ^(b)	21,8	56,8 ^(c)

(a) Défini dans la Section 2.4 « Réconciliation des indicateurs non IFRS ».

(b) Déterminé à partir du flux net de trésorerie lié à l'activité, augmenté des cessions et réductions d'immobilisations corporelles et incorporelles et après déduction des investissements en immobilisations corporelles et incorporelles.

(c) Retraité du décaissement de frais exceptionnels liés à l'opération de rapprochement de InVivo Retail avec le SPAC 2MX Organic pour 11 millions d'euros.

2.2 ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

2.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023/2024 s'établit à 911,5 millions d'euros contre 902,1 millions d'euros en 2022/2023, en ligne avec l'objectif de 900 millions d'euros à 950 millions d'euros. Il a été réalisé dans un contexte marqué au second semestre par une météo particulièrement défavorable et un indice de confiance des ménages inférieur à ses niveaux historiques, en dépit de la stabilisation progressive de l'inflation.

Le chiffre d'affaires annuel consolidé du secteur **jardinerie/animalerie**, qui inclut les enseignes Jardiland, Gamm vert (et rayons Frais d'Ici), Delbard, Jardineries du Terroir et Noé, La Maison des Animaux s'élève à 766,0 millions d'euros pour l'exercice 2023/2024, en évolution de - 5,3 % en données publiées et de - 3,3 % en données comparables.

Dans un marché français du jardin qui s'est inscrit en baisse de - 3,6 % sur l'année calendaire 2023¹, le 1^{er} semestre 2024 (correspondant au 2^d semestre 2023/2024 de l'exercice fiscal de TERACTION), a été marqué par des conditions météorologiques exceptionnellement défavorables. Les mois de mai et juin, fortement contributeurs dans le secteur du Jardin, ont ainsi connu un important déficit d'ensoleillement et une pluviométrie excessive, en particulier en mai, qui ont pesé, de pair avec d'autres facteurs, sur le marché de la distribution spécialisée dont la jardinerie. Le bilan semestriel de PROCOS², publié le 10 juillet 2024, fait ainsi état d'une activité sous forte tension dans l'équipement de la maison avec des contractions dans certains secteurs tels que le meuble ou la décoration encore très supérieures, sous l'impact des difficultés continues du marché de l'immobilier et des tensions en relation avec le comportement des consommateurs restés prudents à la suite d'une période d'inflation élevée.

Alors que l'indice de confiance des ménages peine à retrouver ses niveaux moyens historiques (indice à 89 en juin 2024³ contre une moyenne de long terme égale à 100), en lien avec les incertitudes décrites plus haut sur l'environnement de consommation, TERACTION a atteint l'objectif de développement de ses **marques exclusives**, avec un taux de pénétration des marques propres de 24 % (> +3 points) des ventes des magasins intégrés à fin juin 2024. Les marques propres ECLOZ, INVIVO Nous on sème, PURE FAMILY, LES SENS DU TERROIR s'inscrivent plus que jamais dans une proposition de valeur optimale et responsable pour le client averti, tout en permettant à TERACTION de conserver un contrôle sur ses coûts de production.

Le Groupe a d'autre part accéléré le plan de gestion de ses réseaux, reposant notamment sur les passages en franchises (22 magasins concernés au 1^{er} semestre 2023/2024), transferts ou encore fermetures de magasins durablement non performants.

¹ Panorama 2023 des marchés du jardin et de la terrasse – Promojardin-Promanimal, en partenariat avec Les Echos Études (mai 2024).

² Fédération représentative du commerce spécialisé.

³ Données Insee, Indicateur synthétique de confiance des ménages.

Le secteur du **e-commerce** a par ailleurs poursuivi son développement au second semestre. Le déploiement du plan digital s'est fortement accéléré ; les **deux sites refondés et rénovés** sont désormais actifs après le lancement de jardiland.com en janvier 2023 et de gammvert.fr en octobre 2023.

La marketplace, outil d'extension de l'offre qui vise à répondre aux attentes croissantes des clients, a été initiée en juin 2024 sur ces 2 sites à la suite du projet d'intégration rapidement exécuté après l'accord intervenu avec Mirakl en septembre 2023. Le Groupe projette désormais d'y accueillir une centaine de vendeurs tiers pour continuer à enrichir son catalogue en ligne de nouvelles références d'ici à fin juin 2025.

Le déploiement de l'offre «click & collect» se poursuit également, en vue de la généraliser à tous les magasins, y compris franchisés, avec déjà 750 magasins connectés et 20 000 produits disponibles à fin juin 2024.

À l'international enfin, le site web marchand de jardiland.espagne, jardiland.es, a été inauguré en mai 2024. Ce nouveau portail est spécifiquement dédié au retrait en magasin sous 2 h pour les 6 magasins espagnols et propose plus de 4 000 offres produits disponibles en ligne.

Le chiffre d'affaires annuel consolidé du **secteur Alimentaire**, qui inclut les enseignes Bio&Co, Grand Marché La Marnière et Boulangerie Louise s'élève à **145,4 millions d'euros** pour l'exercice 2023/2024, en croissance de 55,5 % en données publiées et en baisse de - 0,6 % en données comparables.

Le chiffre d'affaires annuel intègre en premier lieu la contribution liée à la pleine consolidation des enseignes Boulangerie Louise et Grand Marché La Marnière acquises fin 2022 et consolidées sur 7 mois sur le précédent exercice annuel ainsi qu'un effet défavorable de la déflation et d'une météo dégradée sur certaines catégories du Frais au second semestre.

Sur l'exercice, les ventes ont notamment bénéficié de la bonne performance du Bio et des magasins franchisés Boulangerie Louise, avec une refonte de l'offre, en particulier de snacking, initiée depuis l'acquisition de l'enseigne fin 2022, et à l'effet des ouvertures de magasins Boulangerie Louise.

Les ouvertures de magasins se sont ainsi poursuivies, avec 2 nouvelles ouvertures (Lens et Cergy) au 2^d semestre après celle, entre autres, des Champs-Élysées, et la fermeture de 4 magasins intégrés au 1^{er} semestre et d'un franchisé au 2^d semestre, dans une logique d'optimisation permanente du réseau sur laquelle TERACTION a fait le choix de se concentrer. L'objectif d'au moins une dizaine d'ouvertures brutes est poursuivi à horizon premier trimestre 2025 dans un marché toujours porteur en France, sur un segment qui devrait continuer à croître de plus de 8 % entre 2022 et 2026 ⁴.

Les ventes des magasins de distribution alimentaire ont continué à bénéficier de la reprise du marché du Bio, qui avait été amorcée depuis le milieu de l'année 2023. Les ventes de Bio&Co s'inscrivent en croissance grâce à la reprise en profondeur de l'offre, désormais plus en adéquation avec le souhait des clients d'être au plus près des agriculteurs et davantage acteurs de leur façon de consommer. Les ventes des enseignes Grand Marché La Marnière sont pour leur part affectées au second semestre par les effets de la déflation et de la météo dégradée sur certaines catégories du Frais, notamment les fruits et légumes et la charcuterie-boucherie-volaille.

2.2.2 Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 199,8 millions d'euros (21,9 % du chiffre d'affaires) pour l'exercice 2023/2024, contre 183,5 millions d'euros (20,3 % du chiffre d'affaires) pour l'exercice 2022/2023 en lien avec la pleine intégration des enseignes Boulangerie Louise et Grand Marché La Marnière acquises fin 2022 et consolidées sur sept mois sur le précédent exercice et avec la hausse des coûts salariaux (négociations annuelles obligatoires et augmentation du SMIC).

2.2.3 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'établissent à 134,1 millions d'euros (14,7 % du chiffre d'affaires) pour l'exercice 2023/2024 contre 120,3 millions d'euros (13,3 % du chiffre d'affaires) pour l'exercice 2022/2023.

⁴ La revue Boulangerie-Pâtisserie de Food Service Vision publiée en janvier 2024.

La dégradation de - 1,4 point du ratio sur chiffre d'affaires est liée à l'inflation généralisée des coûts et aux coûts liés au déploiement de l'ERP et de la stratégie digitale.

2.2.4 Dotations aux amortissements et aux provisions (nettes de reprises)

Les dotations aux amortissements et aux provisions (nettes de reprise) atteignent 67,5 millions d'euros pour l'exercice 2023/2024 contre 62,3 millions d'euros pour l'exercice 2022/2023.

2.2.5 EBITDA ajusté⁵

L'EBITDA ajusté s'élève à 56,4 millions d'euros pour l'exercice 2023/2024. Il a notamment été impacté par la poursuite d'un environnement inflationniste ayant affecté l'ensemble des coûts (achats, personnel et énergie) et dont un début de stabilisation n'est intervenu qu'en fin d'exercice. Le maintien du plan de sobriété énergétique mis en place en septembre 2022 dans le secteur Jardinerie-Animalerie a une nouvelle fois permis de compenser en partie les coûts énergétiques grâce en particulier à une meilleure gestion de la consommation d'électricité. Celle-ci s'inscrit en baisse de -11,5% sur ce même périmètre par rapport à l'année précédente, soit -41,5% en cumul sur 2 ans. Le premier volet du plan d'économies (objectif de réduction des coûts de 15 millions d'euros à horizon 30 juin 2025) a par ailleurs permis de compenser une partie de la hausse des autres coûts. Dans ce contexte, le taux de marge d'EBITDA ajusté s'affiche résilient à 6,2% contre 7,5% au 30 juin 2023.

2.2.6 Résultat opérationnel courant

Le Résultat opérationnel courant s'élève à (10,4) millions d'euros pour l'exercice 2023/2024 contre 2,1 millions d'euros pour l'exercice 2022/2023.

2.2.7 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels et significatifs de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique du Groupe. Ils représentent une charge nette de 19,1 millions au 30 juin 2024 contre 92,7 millions d'euros au 30 juin 2023.

Sur l'exercice 2022/2023, les autres produits et charges opérationnels étaient constitués d'une charge sans impact sur la trésorerie de 91,4 millions d'euros liée aux frais d'accès au marché dans le cadre du rapprochement de InVivo Retail avec le SPAC 2MX Organic.

Au 30 juin 2024, les charges comprennent principalement la dépréciation d'écarts d'acquisition sur les sociétés d'alimentaire frais à hauteur de 14 millions d'euros ainsi que les coûts liés aux fermetures de magasins Jardiland et Boulangerie Louise et à l'ouverture d'un magasin Jardiland en Espagne.

2.2.8 Résultat opérationnel

Le Résultat opérationnel est une perte de (29,5) millions d'euros au 30 juin 2024 contre (90,6) millions d'euros au 30 juin 2023. Il intègre les autres produits et charges opérationnels déjà mentionnés ci-dessus.

2.2.9 Résultat financier

Au 30 juin 2024, le résultat financier est constitué d'une charge financière nette de 26,2 millions d'euros contre une charge financière nette de 17,6 millions d'euros au 30 juin 2023.

La répartition des charges financières nettes du Groupe est la suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Coûts liés à l'endettement financier net du Groupe	16,8	8,2
Intérêts sur dettes de loyers	8,7	8,8
Autres produits et charges financiers	0,7	0,6
Résultat financier	26,2	17,6

⁵ Défini dans la Section 2.4 « Réconciliation des indicateurs non IFRS ».

Les coûts liés à l'endettement financier net du Groupe sont principalement composés des intérêts financiers relatifs au compte courant avec InVivo Group. Leur dégradation s'explique par l'augmentation de la dette, en lien notamment avec la poursuite de la hausse des taux d'intérêts et le financement des acquisitions récentes dans l'Alimentaire.

La charge d'intérêts sur dettes de loyers, liée à l'application de la norme IFRS 16, est stable à 8,7 millions d'euros en 2023/2024.

2.2.10 Impôts sur les résultats

Pour l'exercice 2023/2024, la charge d'impôt est de 13,3 millions d'euros dont 11,9 millions d'euros de charge d'impôts différés. Cette dernière, sans impact sur la trésorerie, est principalement liée à la révision des prévisions de consommation des déficits reportables au cours des trois prochaines années dans un contexte économique actuel de la distribution spécialisée jugé incertain.

2.2.11 Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du groupe, qui intègre les effets mentionnés plus haut, est une perte de 68,9 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 106,6 millions d'euros au 30 juin 2023.

2.3 TRESORERIE ET CAPITAUX DU GROUPE

2.3.1 Tableau de flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	35,5	72,6 ^(a)
Flux net provenant des (affecté aux) investissements	(20,3)	118,7
Flux net provenant du (affecté au) financement	(11,4)	(194,8)

(a) Intègre un décaissement de frais exceptionnels liés à l'opération de rapprochement de InVivo Retail avec le SPAC 2MX Organic pour 11 millions d'euros.

2.3.1.1 Flux nets de trésorerie liés à l'activité

Dans un contexte rendu plus complexe par l'environnement macroéconomique et les conditions météo, les flux nets de trésorerie issus de l'activité s'établissent à 35,5 millions d'euros au 30 juin 2024. Ils sont affectés par la baisse de la capacité d'autofinancement, en lien avec celle de l'EBITDA ajusté, et par l'impact sur le besoin en fonds de roulement des décalages de paiement de certains clients.

2.3.1.2 Flux net provenant des (affecté aux) investissements

Au 30 juin 2024, le flux net de trésorerie lié aux investissements est un décaissement de 20,3 millions d'euros, intégrant l'opération de cession-bail immobilière chez Jardiland pour 24,6 millions d'euros, la pleine intégration des CAPEX de l'Alimentaire sur 12 mois et des investissements dans les projets digitaux.

Au 30 juin 2023, le montant de 118,7 millions d'euros (encaissement) reflétait principalement :

- ✓ les fonds obtenus par le déblocage d'un compte séquestre de 300 millions à la suite du rapprochement de InVivo Retail avec le SPAC 2MX Organic ;
- ✓ le montant décaissé pour les acquisitions principalement dans l'Alimentaire (Boulangerie Louise et Grand Marché La Marnière).

2.3.1.3 Flux net provenant du (affecté au) financement

Le flux net de trésorerie lié aux activités de financement représente un décaissement de 11,4 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 194,8 millions d'euros au 30 juin 2023, marqué par le remboursement des actions B aux investisseurs pour 210 millions d'euros dans le cadre du rapprochement de InVivo Retail avec le SPAC 2MX Organic.

2.3.2 Free cash flow

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	35,5	83,6 ^(a)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(38,9)	(29,0)
Cessions et réductions d'immobilisations corporelles et incorporelles	25,2	2,3
Free cash flow	21,8	56,8

(a) Retraité du décaissement de frais exceptionnels liés à l'opération de rapprochement de InVivo Retail avec le SPAC 2MX Organic pour 11 millions d'euros.

Dans un contexte rendu plus complexe par l'environnement macroéconomique et les conditions météo, les flux nets de trésorerie issus de l'activité s'établissent à 35,5 millions d'euros contre 83,6 millions d'euros au 30 juin 2023. Ils sont affectés par la baisse de la capacité d'autofinancement, en lien avec celle de l'EBITDA ajusté, et par l'impact sur le besoin en fonds de roulement des décalages de paiement de certains clients. Les 25,2 millions d'euros de cessions correspondent principalement à une opération de cession bail immobilière chez Jardiland.

2.3.3 Dette nette

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Dettes à moyen et long terme	524,5	468,8
<i>Dont dettes vis-à-vis d'InVivo Group, maison mère de TERACTION</i>	290,8	222,8
<i>Dont dettes locatives (IFRS 16)</i>	229,7	225,0
Trésorerie nette	25,2	21,4
Dette nette	499,2	447,4

Le Groupe affiche une dette nette de 499,2 millions d'euros au 30 juin 2024 (dont 290,8 millions d'euros avec sa maison mère InVivo Group et 229,7 millions d'euros de passifs de loyer). Son évolution s'explique essentiellement par l'impact des acquisitions récentes ainsi que la poursuite de l'augmentation des taux d'intérêts.

À la date d'autorisation de ces états financiers, la Société a déterminé qu'il n'était pas probable qu'InVivo demande le remboursement, dans les 12 prochains mois, des comptes courants classés en dette court terme.

2.4 RECONCILIATION DES INDICATEURS NON IFRS

2.4.1 Volume d'affaires

Le volume d'affaires ou chiffre d'affaires sous enseignes comprend le chiffre d'affaires réalisé par les magasins intégrés et les magasins franchisés/affiliés.

(en millions d'euros)	2023/2024	2022/2023	Variations	
			Données publiées	Données Comparables ^(a)
Volume d'affaires annuel (hors taxe) estimé	2 452,2	2 483,4	- 1,3 %	- 2,7 %
Jardinerie/animalerie	2 297,9	2 388,4	- 3,8 %	- 2,8 %
Alimentaire	154,2	95,0	62,4 %	- 0,3 %

(a) Périmètre constant en retraçant de l'ensemble des variations de périmètre.

Le chiffre d'affaires (IFRS) est défini en Note 6.1 de la Section 6.2 « Notes annexes aux comptes consolidés » du Chapitre 6 « États financiers ».

2.4.2 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est défini comme le Résultat opérationnel courant (ROC) augmenté de l'annulation des charges (ou produits) liés aux dépréciations ou dotations aux amortissements (ou reprises de dotations) des immobilisations.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le Résultat opérationnel courant et l'EBITDA ajusté pour l'exercice 2023/2024 et 2022/2023.

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Résultat opérationnel courant	(10,4)	2,1
Annulation des charges (ou produits) liés aux dépréciations ou dotations aux amortissements (ou reprise des dotations) des immobilisations	66,8	65,4
EBITDA ajusté	56,4	67,5

2.4.3 Free cash flow

Le free cash flow est déterminé à partir du flux net de trésorerie lié à l'activité, augmenté des cessions et réductions d'immobilisations corporelles et incorporelles et après déduction des investissements en immobilisations corporelles et incorporelles.

Pour l'exercice 2023/2024 et 2022/2023 :

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	35,5	83,6 ^(a)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(38,9)	(29,0)
Cessions et réductions d'immobilisations corporelles et incorporelles	25,2	2,3
Free cash flow	21,8	56,8

(a) Retraité du décaissement de frais exceptionnels liés à l'opération de rapprochement de InVivo Retail avec le SPAC 2MX Organic pour 11 millions d'euros.

C. PERSPECTIVES OPERATIONNELLES ET FINANCIERES

Dans un contexte de poursuite des tensions macroéconomiques et des craintes sur le pouvoir d'achat, TERACTION va continuer à déployer son modèle unique et à privilégier la réduction progressive de sa saisonnalité, tout en intensifiant la gestion de ses coûts et de ses stocks.

Le développement de l'Alimentaire se poursuivra ainsi, avec un objectif d'une quinzaine de magasins à ouvrir d'ici le 30 juin 2025 en Boulangerie-Snacking (11 baux déjà signés) dont 5 à 6 ouvertures brutes à horizon du premier trimestre 2025, dans un marché toujours porteur en France et sur un segment qui devrait continuer à croître de plus de 8 % entre 2022 et 2026⁶.

En Jardinerie-Animalerie, TERACTION va également accélérer son développement stratégique autour de ses marques propres, avec une cible de pénétration de 26 % du chiffre d'affaires des magasins intégrés au 30 juin 2025, l'optimisation de son parc en continuant notamment à développer son modèle de franchise, et enfin d'une généralisation progressive de l'omnicanalité dans son réseau. Sur ce dernier axe en particulier, le Groupe prévoit désormais d'accueillir une centaine de vendeurs tiers d'ici à fin juin 2025 sur sa marketplace récemment ouverte et vise l'extension de son offre « click & collect » à tous ses magasins, y compris franchisés.

Tenant compte de ces éléments, et sans nouvelle dégradation de l'environnement, TERACTION projette un chiffre d'affaires annuel consolidé 2024/2025 de 900 à 950 millions d'euros, en ligne avec l'exercice écoulé.

Les mesures de réduction des coûts s'accroîtront, avec notamment le déploiement de la seconde moitié du plan de frugalité initié en 2023/2024 (objectif de réduction des coûts de 15 millions d'euros à horizon 30 juin 2025), dont 50 % ont déjà été réalisés à fin juin 2024, dans l'ensemble du Groupe. Le plan de sobriété énergétique, qui se poursuit dans le secteur Jardinerie-Animalerie, sera aussi étendu à l'Alimentaire, notamment aux magasins intégrés de Boulangerie Louise. Il sera adapté aux spécificités de ce secteur (gestion optimisée du chauffage, des fours, des vitrines froides, de l'éclairage...) et comprendra également une campagne de sensibilisation des franchisés.

La gestion fine des stocks sera maintenue afin qu'elle contribue à immuniser le free cash-flow dans un environnement jugé durablement sous contrainte, et les investissements opérationnels et financiers récurrents seront maintenus à un niveau adéquat pour la bonne réalisation des plans de la société.

⁶ La revue Boulangerie-Pâtisserie de Food Service Vision publiée en janvier 2024.

Le Groupe, qui continue à déployer à marche accélérée son modèle unique de distributeur à mission, fort de 1682 points de vente sur l'ensemble du territoire et adossé à l'un des premiers groupes agricoles et alimentaires européens, reste par ailleurs ouvert à des projets de bon sens.

D. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Conseil d'administration réuni le 16 octobre 2024 a acté le départ de Ludovic Holinier, Directeur Général Délégué, en poste depuis le 1^{er} mars 2024, pour convenances personnelles.

III. EXPOSE SOMMAIRE DES RESOLUTIONS

- **Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2024 : Résolutions n°1 à n°3**

Les résolutions n° 1 et 2 ont pour objet l'approbation :

- ✓ des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2024 qui font ressortir un bénéfice de 1 119 327 euros ; et
- ✓ des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2024.

Le détail de ces comptes figure au Chapitre 6 « Etats financiers » du Document d'enregistrement universel 2023/2024.

La résolution n°3 a pour objet de vous proposer d'affecter en report à nouveau le bénéfice de l'exercice clos le 30 juin 2024 qui sera ainsi porté de - 4 949 053 euros à - 3 829 726 euros.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué par la Société au titre des exercices précédents.

- **Engagements et conventions réglementés : Résolution n°4**

La résolution n°4 propose de prendre acte des termes du rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif aux engagements et conventions réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et en particulier, d'approuver la convention conclue en 2022 entre la Société et IMANES qui s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 30 juin 2024.

En effet, le Conseil d'administration du 16 octobre 2024 a constaté qu'aucune nouvelle convention réglementée n'avait été conclue et autorisée au cours de l'exercice écoulé.

Toutefois, la convention conclue en 2022 entre la Société et IMANES, préalablement autorisée par le Conseil d'administration du 29 juin 2022, relative à une mission d'assistance et de conseil dans la définition du modèle d'affaires et de la stratégie opérationnelle, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 30 juin 2024.

L'Assemblée générale des actionnaires est invitée à ratifier ladite convention dont le détail est repris dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes, qui figure à la section 3.3.4 du Document d'enregistrement universel 2023/2024.

- **Composition du Conseil d'administration : Résolutions n°5**

Le mandat d'administrateur de la société IMANES arrive à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée générale.

La résolution n°5 a pour objet de proposer le renouvellement du mandat d'administrateur de la société IMANES, société à responsabilité limitée au capital de 4.670.732 euros, dont le siège social est situé 12 avenue Hoche 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 435 214 135, pour une durée de trois (3) ans venant à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera, en 2027, sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 16 octobre 2024, considère que la société IMANES n'est pas qualifiée de membre indépendant au regard des critères d'indépendance du Code AFEP/MEDEF, eu égard aux liens familiaux existants entre M. Moez-Alexandre Zouari, Directeur général de la Société, et Mme Soraya Zouari, représentante permanente de IMANES.

Sous réserve de l'approbation de cette résolution par l'Assemblée générale des actionnaires du 16 décembre 2024, la composition du Conseil d'administration sera maintenue à 12 membres (5 femmes et 7 hommes) dont 5 sont qualifiés d'indépendants.

Les biographies et le détail des profils des candidats au Conseil d'administration figurent à la Section 3.1.3.5 du Document d'Enregistrement Universel 2023/2024.

- **Nomination d'un auditeur de durabilité : Résolution n°6**

La résolution n° 6 s'inscrit dans le cadre de la mise en place du nouveau dispositif règlementaire relatif à la publication d'informations en matière de durabilité, issu de la Directive 2022/2464 du 14 décembre 2022 dite Directive « CSRD » (Corporate Sustainability Reporting Directive), transposée en France par l'ordonnance 2023-1142 du 6 décembre 2023.

Ce nouveau dispositif de reporting de durabilité, qui remplace celui qui constituait la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF) est applicable pour TERACTION au titre de l'exercice 2024-2025 et implique la désignation d'un auditeur de durabilité qui assure la mission de certification des informations en matière de durabilité. Conformément aux dispositions des articles L. 233-28-4 et L. 821-41 du Code de commerce et de l'article 33 de l'ordonnance précitée, cette mission de certification des informations en matière de durabilité peut être confiée à un ou plusieurs Commissaire(s) aux comptes ou à un Organisme Tiers Indépendant.

En prenant en considération les recommandations du Comité d'audit, il est proposé de nommer le cabinet ERNST & YOUNG et Autres, en qualité de Commissaire aux comptes en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité, pour la durée restant à courir de son mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la Société pour sa mission de certification des comptes, soit pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2026.

La nomination du cabinet ERNST & YOUNG et Autres en qualité de commissaires aux comptes en charge de la réalisation de la mission de certification des informations en matière de durabilité permettra de favoriser les synergies entre les équipes et les travaux de vérification des Informations financières et de celles en matière de durabilité.

- **Rémunération des mandataires sociaux : Résolutions n°7 à n°15**

Les résolutions n°7 à n°11 ont pour objet d'approuver les éléments de la rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à l'ensemble des mandataires sociaux, au Président du Conseil d'administration, au Directeur général et au Directeur général délégué (vote ex post) conformément aux dispositions du Code de commerce.

Lesdits éléments de rémunération sont présentés à la section 3.2.2 et 3.2.3 du Document d'enregistrement universel 2023/2024 au chapitre 3 « Gouvernement d'Entreprise ».

Les résolutions n°12 à n°15 ont pour objet d'approuver la politique de rémunération aux administrateurs, au Président du Conseil d'administration, au Directeur général et au Directeur général délégué (vote ex ante) conformément aux dispositions du Code de commerce.

La politique de rémunération des mandataires sociaux est décrite à la section 3.2.1 du Document d'enregistrement universel 2024 au chapitre 3 « Gouvernement d'Entreprise ».

- **Programme de rachat d'actions : Résolution n°16**

La résolution n°16 a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à racheter des actions de la Société dans les conditions suivantes :

- ✓ le nombre maximal des actions dont la Société pourrait faire l'acquisition ou qu'elle pourra détenir à tout moment ne devra pas dépasser la limite de 10 % du capital social ;
- ✓ le prix maximal d'achat par action sera de 10 euros dans la limite d'un montant maximal de 6 millions d'euros.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée générale du 16 décembre 2024. Elle remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée, l'autorisation antérieure ayant le même objet consentie par l'Assemblée générale du 15 décembre 2023, cette dernière arrivant à échéance au cours de l'exercice 2024-2025.

- **Réduction du capital par annulation des actions auto-détenues : Résolution n°17**

La résolution n°17 a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration à réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues, dans la limite de 10% du capital social, par période de vingt-quatre mois.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée générale du 16 décembre 2024. Elle remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée, l'autorisation antérieure, ayant le même objet, consentie par l'Assemblée générale du 15 décembre 2023.

- **Délégations financières : Résolutions n°18 à n°25**

Les résolutions n°18 à n°25 (à l'exception de la résolution n°23) ont pour objet de renouveler plusieurs délégations financières consenties initialement le 15 décembre 2023. Ces renouvellements concernent les délégations financières qui :

- ✓ Arrivent à échéance au cours de l'exercice 2024-2025 ; c'est le cas de la délégation financière relative à l'émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées qui avait fait l'objet de la 25^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 15 décembre 2023 et qui serait remplacée par la résolution n°21 proposée à l'Assemblée générale mixte du 16 décembre 2024.
- ✓ Sont remplacées par anticipation afin de tenir compte des nouvelles dispositions de la loi n°2024-537 du 13 juin 2024 visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France dite « Loi Attractivité » ; sont ici concernées les résolutions n°18 à n°20, n°22 et n°24.
- ✓ Sont remplacées par anticipation en conséquence des autres résolutions ayant pour objet des augmentations de capital en numéraire ; c'est le cas de la délégation financière relative à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise qui avait fait l'objet de la 31^{ème} résolution de l'Assemblée générale mixte du 15 décembre 2023 et qui serait remplacée par la résolution n°25 proposée à l'Assemblée générale mixte du 16 décembre 2024.

Par ailleurs, la résolution n°23 a pour objet la mise en place d'une nouvelle délégation en matière d'émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées, qui est désormais rendu possible au regard des nouvelles dispositions issues de ladite loi Attractivité.

Chacune de ces délégations financières remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée, la délégation antérieure ayant le même objet, consentie par l'Assemblée générale du 15 décembre 2023.

Les délégations financières qui ont fait l'objet des résolutions 21, 26, 29 et 30 de l'Assemblée générale du 15 décembre 2023 continueront de poursuivre leurs effets et elles se maintiendront en vigueur jusqu'à la date prévu de leur échéance.

Le détail de chacune des nouvelles délégations financières proposées à l'Assemblée générale du 16 décembre 2024 figure dans le tableau récapitulatif ci-après (« Tableau n°1 »).

Le tableau de synthèse sur l'utilisation des délégations financières accordées par l'Assemblée générale du 15 décembre 2023 figure également ci-après (« Tableau n°2 »).

Dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser les délégations financières qui lui seraient consenties par l'Assemblée générale mixte du 16 décembre 2024, le Conseil d'administration aura l'obligation de rendre compte à la prochaine Assemblée générale annuelle, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires, de l'utilisation faite des autorisations consenties dans ces résolutions.

Ces délégations ne pourraient pas être utilisées sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, en période d'offre publique sur les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Les rapports des Commissaires aux comptes seront présentés lors de l'Assemblée générale.

Tableau n°1 : autorisations financières proposées à l'approbation de l'Assemblée générale mixte du 16 décembre 2024

TABLEAU N°1	Autorisations proposées à l'Assemblée Générale du 16 décembre 2024		
	Nature de la délégation financière	Durée	Expiration
Augmentation de capital			
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par offre au public à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (18ème résolution)	26 mois	15-févr-27	Actions : 233 000 € (1) (6) Titres de créance : 300 000 000 € (2)
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par une offre au public visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (19ème résolution)	26 mois	15-févr-27	Actions : 218 000 € et dans la limite de 30% du capital social par période de 12 mois (1) (6) Titres de créance : 300 000 000 € (3)
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces, en dehors d'une offre publique d'échange (20ème résolution)	26 mois	15-févr-27	20 % du capital social à la date de l'opération (6)
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (21ème résolution)	18 mois	15-juin-26	70 000 € (1) (4)
Augmentation du nombre de titres à émettre dans le cadre d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription en cas de demandes excédentaires (22ème résolution)	26 mois	15-févr-27	15 % de l'émission initiale (5)
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées (23ème résolution)	26 mois	15-févr-27	218.000 euros (1) (4)
Augmentation du capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise (25ème résolution)	26 mois	15-févr-27	3% du montant du capital au jour de la décision du Conseil d'administration (1) (4)
(1) À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société			
(2) ce montant s'impute sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu à la 19ème résolution			
(3) ce montant s'impute sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu à la 18ème résolution			
(4) ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions proposées à l'Assemblée Générale du 16 décembre 2024			
(5) Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le plafond nominal stipulé dans la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale.			
(6) Ce montant nominal maximum s'impute sur le plafond nominal global fixé à 233 000 € à la 24ème résolution.			

Tableau n°2 : utilisation des autorisations financières accordées par l'Assemblée générale mixte du 15 décembre 2023

TABLEAU N°2		Utilisation des autorisations accordées par l'Assemblée Générale du 15 décembre 2023		
Nature de la délégation financière	Durée	Expiration	Montant nominal maximum autorisé	Utilisation au cours de l'exercice clos le 30 juin 2024
Augmentation de capital				
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (21ème résolution)	26 mois	14-févr-26	* Actions : 233 000 € (1) (2) * Titres de créance : 300 000 000 € (1)	Néant
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par offre au public à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (22ème résolution)	26 mois	14-févr-26	* Actions : 233 000 € (2) (7) * Titres de créance : 300 000 000 € (3)	Néant
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de et/ ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par une offre au public visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (23ème résolution)	26 mois	14-févr-26	Actions : 186 000 € et dans la limite de 20% du capital social par période de 12 mois (2) (4) (7) Titres de créance : 300 000 000 € (4) (5)	Néant
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces, en dehors d'une offre publique d'échange (24ème résolution)	26 mois	14-févr-26	10 % du capital social à la date de l'opération (7)	Néant
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (25ème résolution)	18 mois	14-juin-25	70 000 € (1) (2)	Néant
Autorisation en cas d'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission selon des modalités dérogeant aux conditions de fixation du prix prévues dans les résolutions initiales (26ème résolution)	26 mois	14-févr-26	10 % du capital social par an	Néant
Augmentation du nombre de titres à émettre dans le cadre d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription en cas de demandes excédentaires (27ème résolution)	26 mois	14-févr-26	15 % de l'émission initiale (6)	Néant
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfiques ou autres (29ème résolution)	26 mois	14-févr-26	233.000 euros (1) (2)	Néant
Augmentation du capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise (31ème résolution)	26 mois	14-févr-26	3% du montant du capital au jour de la décision du Conseil d'administration (1) (2)	Néant
Attribution gratuite d'actions				
Autorisation en vue d'attribuer gratuitement des actions ordinaires, existantes ou à émettre, au profit de certains mandataires sociaux et/ou au personnel salarié de la Société ou de sociétés liées (30ème résolution)	38 mois	14-févr-27	1% du capital social et en particulier pour les mandataires sociaux, dans la limite de 25% du nombre total des actions gratuites attribuées	Néant
Interventions de la Société sur ses propres actions				
Rachat par la Société de ses propres actions (19ème résolution)	18 mois	14-juin-25	10% du capital social et sans dépasser le montant total maximum de 6 millions d'euros	140 246 actions, soit 0,2% du capital social au 30 juin 2024
Annulation des actions rachetées par la Société (20ème résolution)	18 mois	14-juin-25	10% du capital social au jour de la décision d'annulation	Néant
(1) ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de l'Assemblée Générale du 15 décembre 2023				
(2) À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société				
(3) ce montant s'impute sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu à la 23ème résolution				
(4) Ce montant s'impute sur le montant du plafond de l'augmentation de capital fixé à la 22ème résolution				
(5) ce montant s'impute sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu à la 22ème résolution				
(6) Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le plafond nominal stipulé dans la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale.				
(7) Ce montant nominal maximum s'impute sur le plafond nominal global fixé à 233 000 € à la 28ème résolution.				

- **Mise en harmonie des statuts avec les dispositions des articles L. 22-10-3-1 et L.225-37 du Code de commerce dans leur nouvelle rédaction issue de la loi n°2024-537 du 13 juin 2024 : [Résolution n°26](#)**

Modification de l'article 16.3 des statuts afin d'intégrer la possibilité du recours à la consultation écrite pour les décisions du Conseil d'administration.

La loi n°2024-537 du 13 juin 2024 a étendu le champ d'application du recours à la consultation écrite en tant que modalité de décisions du Conseil d'administration, en supprimant les limitations initialement prévues par la loi n°2019-744 du 19 Juillet 2019. Ainsi, les statuts peuvent désormais prévoir que toutes les décisions du Conseil d'administration peuvent être prises par consultation écrite.

En conséquence, il est proposé d'adapter la rédaction de l'article 16.3 des statuts en remplaçant la première phrase de l'alinéa 7 de l'article 16.3 des statuts par les mentions suivantes, le reste de l'article demeurant inchangé :

Ancienne Rédaction	Nouvelle Rédaction
<p>16.3 Réunion du Conseil d'administration</p> <p>[.../...]</p> <p><i>Les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'administration prévues par la réglementation peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs.</i></p> <p>Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil d'administration.</p> <p>[.../...]</p>	<p>16.3 Réunion du Conseil d'administration</p> <p>[.../...]</p> <p><i>A l'initiative du Président du Conseil d'administration, les décisions du Conseil d'administration peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs. Dans ce cas, les administrateurs sont appelés, à la demande du Président du Conseil d'administration, à se prononcer par tout moyen écrit, y compris par voie électronique, sur la ou les décisions qui leur ont été adressées et ce, dans les 7 jours ouvrés suivant l'envoi de celle-ci. Tout administrateur dispose de 3 jours ouvrés à compter de cet envoi pour s'opposer au recours à la consultation écrite. En cas d'opposition, le Président en informe sans délai les autres administrateurs et convoque un Conseil d'administration. A défaut d'avoir répondu par écrit au Président du Conseil à la consultation écrite dans le délai susvisé et conformément aux modalités prévues dans la demande, ils seront réputés absents et ne pas avoir participé à la décision. La décision ne peut être adoptée que si la moitié au moins des administrateurs a participé à la consultation écrite, et qu'à la majorité des administrateurs participant à cette consultation. Par exception, certaines décisions réservées au Conseil d'administration sont prises à des majorités spécifiques, selon les modalités prévues au Règlement Intérieur.</i></p> <p><i>Le Président du Conseil est réputé présider la consultation écrite et a donc voix prépondérante en cas de partage des voix. Le Règlement Intérieur du Conseil d'administration précise, le cas échéant, les</i></p>

	<p><i>autres modalités de la consultation écrite non définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ou par les présents statuts.</i></p> <p>Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil d'administration.</p> <p>[.../...]</p>
--	---

Modification de l'article 16.3 des statuts afin d'intégrer la possibilité du recours à la consultation écrite pour les décisions du Conseil d'administration.

Jusqu'à présent, le recours à des moyens de visioconférence ou de télécommunication lors des Conseils d'administration était possible à l'exception des réunions appelées à se prononcer sur l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe de la Société.

La loi n°2024-537 du 13 juin 2024 a notamment supprimé toute exclusion de l'utilisation des moyens de visioconférence ou de télécommunication lors des Conseils d'administration, sauf dispositions statutaires ou du Règlement intérieur, contraires.

En conséquence, il est proposé d'adapter la rédaction de l'article 16.3 des statuts en remplaçant l'alinéa 8 de l'article 16.3 des statuts par les mentions suivantes, le reste de l'article demeurant inchangé :

Ancienne Rédaction	Nouvelle Rédaction
<p>16.3 Réunion du Conseil d'administration</p> <p>[.../...]</p> <p><i>Le Règlement Intérieur établi par le Conseil d'administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Toutefois, le recours à la visioconférence ou à la téléconférence n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe de la Société.</i></p> <p>[.../...]</p>	<p>16.3 Réunion du Conseil d'administration</p> <p>[.../...]</p> <p><i>Dans les conditions prévues par la loi, les délibérations du Conseil d'administration peuvent être prises en utilisant un moyen de télécommunication. Pour le calcul du quorum et de la majorité, sont réputés présents les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par un moyen de télécommunication dans les conditions déterminées par la réglementation en vigueur. Le Règlement Intérieur du Conseil d'administration peut prévoir que certaines décisions ne peuvent être prises lors d'une réunion du Conseil d'administration tenue dans ces conditions.</i></p> <p>[.../...]</p>

- **Pouvoirs en vue des formalités : Résolution n°27**

La résolution n°27 a pour objet de permettre l'accomplissement des publicités et des formalités légales requises par la réglementation en vigueur après la tenue de l'Assemblée générale.

IV. PROJETS DE RESOLUTIONS A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 16 DECEMBRE 2024

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux,

approuve dans toutes leurs parties les comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 tels qu'ils lui ont été présentés, faisant ressortir un bénéfice de 1 119 327 euros, et

prend acte, en application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, de l'absence de dépenses et charges non-déductibles des résultats au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 visé au (4) de l'article 39 du Code général des impôts.

Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2023-2024, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, sur proposition du conseil d'administration,

décide d'affecter l'intégralité du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2024, se traduisant par un bénéfice de 1 119 327 euros, au compte report à nouveau qui sera ainsi porté de (4 949 053) euros à (3 829 726) euros,

prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts que la Société n'a distribué aucun dividende ni revenu depuis sa constitution.

Quatrième résolution

(Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L 225-38 et suivants du code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** le contrat de services entre la Société TERACT et la société IMANES mentionné dans ledit rapport.

Cinquième résolution

(Renouvellement du mandat de la société IMANES en qualité de membre du Conseil d'administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat d'administrateur de la société IMANES, société à responsabilité limitée au capital de 4.670.732 euros, dont le siège social est situé 12 avenue Hoche 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 435 214 135, arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée Générale, **décide** de renouveler ledit mandat pour une durée de trois (3) ans venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale qui statuera, en 2027, sur les comptes de l'exercice écoulé.

Sixième résolution

(Nomination du cabinet Ernst & Young et Autres en qualité de commissaire aux comptes en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer le cabinet ERNST & YOUNG et Autres, en qualité de Commissaire aux comptes en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité, pour la durée restant à courir de son mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la Société pour sa mission de certification des comptes, soit pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2026.

Septième résolution

(Approbation des informations mentionnées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce – say on pay ex post global)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34. I du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, **approuve** les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9. I du Code de commerce qui y sont présentées

Huitième résolution

(Approbation des éléments de rémunération et des avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Thierry Blandinières, Président du Conseil d'administration – say on pay ex post individuel)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, **approuve** les éléments de rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Thierry Blandinières, Président du Conseil d'Administration, tels que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et inclus dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, au paragraphe 3.2.2.1.

Neuvième résolution

(Approbation des éléments de rémunération et des avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Moez-Alexandre Zouari, Directeur Général– say on pay ex post individuel)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, **approuve** les éléments de rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Moez-Alexandre Zouari, Directeur Général, tels que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et inclus dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, au paragraphe 3.2.2.2

Dixième résolution

(Approbation des éléments de rémunération et des avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Guillaume Darrasse, Directeur Général Délégué jusqu'au 31 mars 2024 – say on pay ex post individuel)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, **approuve** les éléments de rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Guillaume Darrasse, Directeur Général Délégué jusqu'au 31 mars 2024, tels que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et inclus dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, au paragraphe 3.2.2.3.

Onzième résolution

(Approbation des éléments de rémunération et des avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Ludovic Holinier, Directeur Général Délégué depuis le 1^{er} mars 2024 – say on pay ex post individuel)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, **approuve** les éléments de rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2024 à Monsieur Ludovic Holinier, Directeur Général Délégué depuis le 1^{er} mars 2024, tels que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce et inclus dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, au paragraphe 3.2.2.3.

Douzième résolution

(Approbation de la politique de rémunération des administrateurs– say on pay ex ante)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, **approuve** la politique de rémunération des administrateurs qui y est présentée au paragraphe 3.2.1.5.

Treizième résolution

(Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration – say on pay ex ante)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, **approuve** la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration qui y est présentée au paragraphe 3.2.1.2.

Quatorzième résolution

(Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général – say on pay ex ante)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, **approuve** la politique de rémunération du Directeur Général qui y est présentée au paragraphe 3.2.1.3.

Quinzième résolution

(Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général Délégué – say on pay ex ante)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le Document d'Enregistrement Universel de la Société approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 octobre 2024, **approuve** la politique de rémunération du Directeur Général Délégué qui y est présentée au paragraphe 3.2.1.4.

Seizième résolution

(Programme de rachat d'actions : autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et du Règlement européen n° 596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société ;

décide que les acquisitions d'actions ordinaires pourront être effectuées en vue de toute affectation ou objectif permis par les textes légaux et réglementaires en vigueur, et notamment :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action de la Société (par achat ou vente) par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation,
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions, plan d'attributions d'actions gratuites (ou plans assimilés), ou de toutes autres formes d'allocations d'actions ou de rémunérations liées au cours de l'action, en faveur de salariés ou mandataires sociaux de la Société, d'une entreprise ou Groupement d'Intérêt Economique lié à elle dans les conditions prévues par le Code de commerce,

notamment aux articles L. 225-180 et L. 225-197-2 ainsi que toutes autres formes d'allocations d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe, notamment au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé),

- assurer la couverture de titres de créance échangeables en titres de la Société et plus généralement de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société notamment par conversion, présentation d'un bon, remboursement ou échange, dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation à conférer par l'Assemblée Générale des actionnaires dans sa 17^{ème} résolution à caractère extraordinaire,
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5% du capital social, et
- plus généralement, la réalisation de toute opération admise ou qui viendrait à être autorisée par la réglementation en vigueur, ou qui s'inscrirait dans le cadre d'une pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers,

décide que le prix maximum d'achat par la Société de ses propres actions ordinaires est fixé à 10 euros par action ordinaire, hors frais d'acquisition (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies). En cas d'opérations sur le capital social de la Société, notamment de modification de la valeur nominale des actions ordinaires, d'augmentation de capital par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions de la Société, de division ou de regroupement de titres, le prix maximum d'achat susvisé sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération) ;

décide que le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être acquis pendant la durée du programme de rachat, ne pourra dépasser 10% du capital social, ajusté des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme, étant précisé que dans le cadre de l'utilisation de la présente autorisation, (i) s'agissant du cas particulier des actions ordinaires rachetées dans le cadre du contrat de liquidité, conformément à l'article L. 22-10-62, alinéa 2 du Code de commerce, le nombre d'actions ordinaires pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % correspond au nombre d'actions ordinaires achetées déduction faite du nombre d'actions ordinaires revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) le nombre d'actions ordinaires auto détenues pour être remises en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% du capital apprécié à la date de l'opération,

décide que le montant total maximal consacré aux acquisitions ne pourra pas dépasser 6 millions d'euros (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies), hors frais d'acquisition,

décide que les actions ordinaires rachetées et conservées par la Société seront privées de droit de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende,

confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment :

- décider la mise en œuvre de la présente autorisation,
- de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités,
- ajuster le prix maximal d'achat susvisé afin de tenir compte, en cas de modification du nominal de l'action ordinaire, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution

d'actions gratuites, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ordinaire,

- fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de droits d'attribution d'actions gratuites en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles,
- passer tous ordres de bourse, conclure tous contrats, signer tous actes, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation en vigueur,
- effectuer toutes déclarations, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire,

décide que l'acquisition, la cession, l'échange, ou le transfert des actions ordinaires pourra être réalisé à tout moment, sauf à compter du dépôt d'un projet d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en une ou plusieurs fois, par tous moyens compatibles avec la loi et la réglementation en vigueur, y compris dans le cadre de transactions négociées par voie d'acquisition de blocs de titres, la Société se réserve le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable,

décide que cette autorisation prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, c'est-à-dire toute autorisation à l'effet d'opérer sur les actions de la Société.

Cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

Dix-septième résolution

(Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'annuler les actions rachetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

autorise le Conseil d'administration à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, sauf à compter du dépôt, par un tiers, d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, les actions que la Société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L.22-10-62 du Code de commerce ainsi qu'à réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables,

décide que le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être annulées par la Société en vertu de la présente autorisation est de 10% des actions composant le capital social de la Société au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale,

décide que la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal pourra être imputée sur tous postes de réserves et primes disponibles,

confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités.

Cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Dix-huitième résolution

(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par offre au public à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment ses articles L.225-129-2, L.225-136, L.22-10-49, L.22-10-51, L.22-10-52, L.22-10-54 et L.228-92 :

délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, par offre au public à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier :

- d'actions ordinaires de la Société (à l'exception de toute action de préférence), et/ou
- de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou
- de valeurs mobilières susceptibles de donner accès ou donnant accès à des titres de capital,

étant précisé que la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances et que conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des titres de capital à émettre par la Société et/ou par toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et/ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créances susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, en laissant toutefois la faculté au Conseil d'administration, en application de l'article L. 22-10-51 du Code de commerce, de conférer aux actionnaires de la Société, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et qui pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible,

décide, en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, que le Conseil d'administration disposera, dans les conditions fixées à l'article L.22-10-54 du Code

de commerce et dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour arrêter la liste des titres apportés à l'échange, fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, et déterminer les modalités d'émission,

prend acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation de compétence emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation de compétence, renonciation par les actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit,

prend acte que le Conseil d'administration pourra subdéléguer, dans les conditions légales et réglementaires, tous les pouvoirs nécessaires pour décider des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que d'y surseoir,

décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation :

- le montant nominal global des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra pas être supérieur à 233.000 euros. À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la société. Ce montant s'impute sur celui du plafond nominal global des augmentations de capital fixé à la 24^{ème} résolution,
- le montant nominal global des émissions des titres de créance susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 300.000.000 d'euros (ou la contrevaletur au jour de l'émission), étant précisé que ce montant s'impute sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu à la 19^{ème} résolution,

décide que les offres au public de valeurs mobilières décidées en vertu de la présente délégation de compétence pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions de valeurs mobilières, à des offres visées au 1^o de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier,

décide que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une telle émission, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une ou l'autre des facultés suivantes:

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation ,
- répartir librement tout ou partie des titres émis non souscrits entre les personnes de son choix,

décide que le Conseil d'administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre,

décide de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs pour fixer librement le prix d'émission des titres de capital assimilables pouvant être émis dans le cadre de la présente délégation de compétence, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-52 du Code de commerce ;

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, déterminer le prix d'émission avec ou sans prime, le cas échéant,

- fixer les montants de la ou des émissions qui seront réalisées en vertu de présente délégation, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titre de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société,
- recueillir les souscriptions et les versements correspondants et constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront souscrites et procéder à la modification corrélative des statuts,
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,
- à sa seule initiative, imputer les frais, droits et honoraires de la ou des augmentations de capital sur le montant de la ou des primes d'émission qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
- prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, et
- d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives,

prend acte de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur,

décide que la présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale,

décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Dix-neuvième résolution

(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la Société et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par une offre visée au 1^{er} de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions du Code de Commerce et notamment ses articles L.225-129-2, L 225-136, L.22-10-49, L.22-10-52 et L.228-92,

délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, soit en euros, soit en devises étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par

une offre visée au 1^o de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier :

- d'actions ordinaires de la Société (à l'exception de toute action de préférence), et/ou
- de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou
- de valeurs mobilières susceptibles de donner accès ou donnant accès à des titres de capital,

étant précisé que conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des titres de capital à émettre par la Société et/ou par toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital,

prend acte que le Conseil d'administration pourra subdéléguer, dans les conditions légales et réglementaires, tous les pouvoirs nécessaires pour décider des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que d'y surseoir,

décide de fixer comme suit les montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation :

- le montant nominal global des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra pas être supérieur 218.000 euros, et dans les limites prévues par la réglementation. À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la société. Ce montant s'impute sur celui du plafond nominal global des augmentations de capital fixé à la 24^{ème} résolution,
- le montant nominal global des émissions des titres de créance susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 300.000.000 d'euros (ou la contrevaletur au jour de l'émission). Ce montant s'impute sur le plafond du montant nominal des titres de créance prévu à la 18^{ème} résolution,

en tout état de cause le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées dans le cadre de la présente délégation ne pourra pas excéder le maximum fixé par les lois ou règlements applicables (à titre indicatif, au jour de la présente assemblée générale, l'émission de titres de capital réalisée par une offre visée au 1^o de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier est limitée à 30% du capital de la Société par période de 12 mois, ledit capital étant apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration d'utilisation de la présente délégation),

décide que les offres de valeurs mobilières décidées en vertu de la présente délégation de compétence pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions de valeurs mobilières, à des offres au public décidées en vertu de la résolution précédente soumise à la présente Assemblée Générale,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance à émettre objet de la présente résolution,

décide que si les souscriptions, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission en vertu de la présente résolution, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une ou l'autre des facultés suivantes:

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
- répartir librement tout ou partie des titres émis non souscrits entre les personnes de son choix,

décide que le Conseil d'administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre,

prend acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation de compétence emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires nouvelles de la Société qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation de compétence, renonciation par les actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit,

décide de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs pour fixer librement le prix d'émission des titres de capital assimilables pouvant être émis dans le cadre de la présente délégation de compétence, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-52 du Code de commerce ; **décide** que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts et sous les conditions précisées ci-dessous, à l'effet notamment de :

- arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, déterminer le prix d'émission avec ou sans prime, le cas échéant,
- fixer les montants de la ou des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titre de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société, recueillir les souscriptions et les versements correspondants et constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront souscrites et procéder à la modification corrélative des statuts,
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,
- à sa seule initiative, imputer les frais, droits et honoraires de la ou des augmentations de capital sur le montant de la ou des primes d'émission qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
- prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, et

- d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives,

prend acte de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur,

décide que la présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale,

décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingtième résolution

(Délégation à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces, en dehors d'une offre publique d'échange)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-49, L. 22-10-53, L. 225-147 et L. 228-92 du Code de commerce :

autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, à procéder, sur rapport d'un commissaire aux apports, à l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables,

décide que le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 20 % du capital tel qu'existant à la date de l'opération, compte non tenu du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la société. Ce montant s'impute sur celui du plafond nominal global des augmentations de capital fixé à la 24^{ème} résolution,

décide que le Conseil d'administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre,

prend acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation de compétence emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation de compétence, renonciation par les actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit,

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente résolution et notamment en vue :

- d'approuver l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers le cas échéant, d'arrêter la liste des valeurs mobilières apportées, approuver l'évaluation des apports, fixer les conditions de l'émission des valeurs mobilières rémunérant les apports, ainsi que le cas échéant le montant de la soulte à verser,
- de fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- de décider l'augmentation de capital en résultant et de constater la réalisation de l'augmentation de capital rémunérant l'opération d'apport,
- d'imputer sur la prime d'apport, le cas échéant, l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'augmentation de capital,
- de prélever sur la prime d'apport, s'il le juge utile, les sommes nécessaires pour la dotation de la réserve légale,
- de procéder aux modifications statutaires corrélatives,
- de prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris,
- et, plus généralement de faire tout ce qu'il appartient de faire,

prend acte de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur,

décide que la présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale,

décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-unième résolution

(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions du Code de commerce, et, notamment, de ses articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, et de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce,

délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, soit en euros, soit en monnaie étrangère ou tout autre unité de compte établies par référence à plusieurs monnaies, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes ci-après définies, à l'émission d'actions ordinaires de la Société,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires de la Société au profit des catégories de personnes suivantes :

- i. les personnes physiques ou morales (en ce compris des sociétés), sociétés d'investissement, trusts, fonds d'investissement, organismes, établissements publics, institutions ou entités ou autres véhicules de placement quelle que soit leur forme, de droit français ou étranger, investissant à titre habituel dans les secteurs de la Jardinerie/Animalerie/Alimentaire ; et/ou

- ii. les sociétés, institutions ou entités quelle que soit leur forme, françaises ou étrangères, exerçant une part significative de leur activité dans les secteurs visés au (i) ; et/ou
- iii. les prestataires de service d'investissement français ou étranger ayant un statut équivalent susceptibles de garantir la réalisation d'une augmentation de capital destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) et (ii) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis ; et/ou
- iv. des personnes morales de droit français, quelle que soit leur forme, titulaires d'un contrat de franchise à l'effet d'exploiter un ou plusieurs magasins sous l'enseigne « Gamm vert » ou « Jardiland»,

décide que le montant nominal global des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra pas être supérieur à 70.000 euros. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société. Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée Générale,

décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions, le conseil d'administration pourra, à son choix : utiliser dans l'ordre qu'il déterminera l'une et/ou l'autre des facultés suivantes :

- limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,
- répartir librement tout ou partie des actions ordinaires non souscrites parmi les catégories de personnes ci-dessus définies.

décide, conformément aux dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce, que le prix d'émission des actions ordinaires pouvant être émises en vertu de la présente délégation, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des 3 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance, éventuellement diminué d'une décote maximale de 15 %,

précise que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale,

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, la présente délégation à l'effet notamment :

- de décider le montant de l'augmentation de capital, le prix d'émission (étant précisé que celui-ci sera déterminé conformément aux conditions de fixation arrêtées ci-dessus) ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission,
- déterminer les dates, les conditions et les modalités de toute émission,
- de fixer la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions leur mode de libération (qui pourra être opérée en espèces et/ou par compensation avec des créances liquides et exigibles),
- d'arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories de personnes susmentionnées et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux,
- à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, d'imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,

- de constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts,
- procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeur mobilières donnant accès à terme au capital,
- d'une manière générale, de conclure tout engagement ou convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés,
- prendre toute décision en vue de l'admission des actions ordinaires ainsi émises sur le marché réglementé d'Euronext à Paris,

prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le conseil d'administration rendra compte à l'Assemblée Générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution,

décide, nonobstant ce qui précède, que le Conseil d'administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre,

décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même effet.

Vingt-deuxième résolution

(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-135 et suivants du Code de commerce,

délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre d'augmentations de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée respectivement en vertu des 18^{ème}, 19^{ème} et 21^{ème} résolutions ainsi que de la 21^{ème} résolution de l'Assemblée générale du 15 décembre 2023, dans les conditions prévues aux articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce (soit à ce jour dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite de 15% de l'émission initiale) et dans la limite des plafonds fixés par l'Assemblée et ce, lorsque le Conseil constate une demande excédentaire,

précise que dans le cas où une ou plusieurs de ces résolutions ne seraient pas adoptées, la délégation prévue à la présente résolution serait applicable pour les hypothèses correspondantes aux résolutions adoptées,

indique que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal d'augmentation de capital fixé par chacune des résolutions au titre de laquelle l'émission initiale a été décidée,

décide que la présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale,

décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-troisième résolution

(Délégation à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (de la société ou d'une société du groupe) et/ou des titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129-2, L.22-10-52-1 et L. 228-92 du Code de commerce :

Délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées, à l'émission :

- d'actions ordinaires,
- et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance

Conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

décide que le montant nominal global maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 218 000 euros, et dans les limites prévues par la réglementation. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société. Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée.

Décide, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-52-1 du Code de commerce, que le prix d'émission des actions émises dans le cadre de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'administration selon les modalités prévues par les dispositions réglementaires applicables à la date de l'utilisation de la présente délégation.

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance, au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées et de déléguer au Conseil d'Administration la désignation de ces personnes.

Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1), le Conseil d'administration pourra limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation,

Décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment :

- d'arrêter les conditions de la ou des émissions ;
- de désigner le ou les personnes au profit de laquelle ou desquelles l'émission est réservée;
- arrêter le nombre de titres à attribuer à chacun des bénéficiaires ;

- décider le montant à émettre, le prix de l'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;
- déterminer les dates et les modalités de l'émission, la nature, la forme et les caractéristiques des titres à créer qui pourront notamment revêtir la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis ou à émettre ;
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'émission ;
- suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux titres émis pendant un délai maximum de trois mois ;
- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeur mobilières donnant accès à terme au capital ;
- d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier de ces titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et plus généralement faire tout ce qui est nécessaire en pareille matière.

Fixe à dix-huit mois la durée de validité de la présente délégation, à compter de la présente Assemblée Générale.

Prend acte du fait que le Conseil d'administration rendra compte à la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation accordée au titre de la présente résolution.

Vingt-quatrième résolution

(Plafond global des augmentations de capital)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

fixe, conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, le plafond global de l'augmentation de capital qui pourrait résulter, immédiatement ou à terme, de l'ensemble des émissions réalisées en vertu des délégations de compétence prévues par les 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} résolutions de la présente Assemblée Générale, à un montant nominal ne pouvant pas, en tout état de cause, excéder 233.000 euros,

étant précisé que le montant visé ci-dessus ne tient pas compte du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, le cas échéant, au titre des modalités de préservation effectuées, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Vingt-cinquième résolution

(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, statuant en application des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et des articles L.22-10-49, L.225-129-6, L.225-138-1 et L.228-92 du Code de commerce,

délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, sa compétence pour décider, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société réservées aux adhérents à un ou plusieurs plan d'épargne entreprise ou de groupe établi par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail,

décide de limiter le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente délégation à 3% du montant du capital au jour de la décision du Conseil d'administration, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital. À ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,

décide que le prix des actions à émettre, en application de la présente délégation, ne pourra être ni inférieur de plus de 30 %, ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans, à la moyenne des premiers cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision du Conseil d'administration relative à l'augmentation de capital et à l'émission d'actions correspondante, ni supérieur à cette moyenne,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre ou autres titres donnant accès au capital et aux titres auxquels donneront droit les titres émis en application de la présente résolution en faveur des bénéficiaires ci-dessus indiqués,

décide que les caractéristiques des autres titres donnant accès au capital de la Société seront arrêtées par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par la réglementation,

décide, en application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution aux bénéficiaires définis ci-dessus, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote,

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution et notamment pour :

- procéder à la mise en place d'un plan d'épargne entreprise de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de

l'article L. 3344-1 du Code du travail conformément aux dispositions de l'article L. 3332-1 et suivants du Code de travail,

- fixer les modalités et conditions des opérations et arrêter les dates et les modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation,
- fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions et des autres titres donnant accès au capital de la Société,
- consentir des délais pour la libération des actions et, le cas échéant, des autres titres donnant accès au capital de la Société,
- demander l'admission en bourse des titres créés partout où il avisera, constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites,
- accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun,
- imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,

Fixe à vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la délégation d'émission faisant l'objet de la présente délégation.

Vingt-sixième résolution

(Mise en harmonie des statuts avec les dispositions des articles L. 22-10-3-1 et L.225-37 du Code de commerce dans leur nouvelle rédaction issue de la loi n°2024-537 du 13 juin 2024)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de mettre en harmonie l'article 16.3 des statuts avec les dispositions des articles L. 22-10-3-1 et L.225-37 du Code de commerce dans leur nouvelle rédaction issue de la loi n°2024-537 du 13 juin 2024 relatives au Conseil d'administration.

Ainsi, elle décide :

- Concernant le recours à la consultation écrite des membres du Conseil d'administration, de remplacer la première phrase de l'alinéa 7 de l'article 16.3 des statuts par les mentions suivantes, le reste de l'article demeurant inchangé :

« A l'initiative du Président du Conseil d'administration, les décisions du Conseil d'administration peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs. Dans ce cas, les administrateurs sont appelés, à la demande du Président du Conseil d'administration, à se prononcer par tout moyen écrit, y compris par voie électronique, sur la ou les décisions qui leur ont été adressées et ce, dans les 7 jours ouvrés suivant l'envoi de celle-ci. Tout administrateur dispose de 3 jours ouvrés à compter de cet envoi pour s'opposer au recours à la consultation écrite. En cas d'opposition, le Président en informe sans délai les autres administrateurs et convoque un Conseil d'administration. A défaut d'avoir répondu par écrit au Président du Conseil à la consultation écrite dans le délai susvisé et conformément aux modalités prévues dans la demande, ils seront réputés absents et ne pas avoir participé à la décision. La décision ne peut être adoptée que si la moitié au moins des administrateurs a participé à la consultation écrite, et qu'à la majorité des administrateurs participant à cette consultation. Par exception, certaines décisions réservées au Conseil d'administration sont prises à des majorités spécifiques, selon les modalités prévues au Règlement Intérieur.

Le Président du Conseil est réputé présider la consultation écrite et a donc voix prépondérante en cas de partage des voix. Le Règlement Intérieur du Conseil d'administration précise, le cas échéant, les autres modalités de la consultation écrite non définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ou par les présents statuts. »

- Concernant l'utilisation de moyens de télécommunication lors des conseils d'administration, de remplacer l'alinéa 8 de l'article 16.3 des statuts par l'alinéa suivant :

« Dans les conditions prévues par la loi, les délibérations du Conseil d'administration peuvent être prises en utilisant un moyen de télécommunication. Pour le calcul du quorum et de la majorité, sont réputés présents les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par un moyen de télécommunication dans les conditions déterminées par la réglementation en vigueur. Le Règlement Intérieur du Conseil d'administration peut prévoir que certaines décisions ne peuvent être prises lors d'une réunion du Conseil d'administration tenue dans ces conditions. »

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

Vingt-septième résolution

(Pouvoirs en vue des formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la présente assemblée pour effectuer tous dépôts, publications ou formalités prescrites par la loi.

V. MODALITES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 16 DECEMBRE 2024

I. Participation à l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale Annuelle se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

A. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, les actionnaires souhaitant assister à cette Assemblée Générale, s'y faire représenter ou voter à distance (par correspondance ou par Internet), devront justifier de la propriété de leurs actions au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale (soit le 12 décembre 2024, zéro heure, heure de Paris) :

Pour l'actionnaire au nominatif : par l'inscription de ses actions sur les registres de la Société.

Pour l'actionnaire au porteur : par l'enregistrement comptable de ses actions sur son compte de titres au porteur tenu par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité. Cet enregistrement doit être constaté par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire unique de vote. Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité au 12 décembre 2024, zéro heure, heure de Paris, dans les conditions rappelées ci-dessus, pourront participer à cette Assemblée Générale.

B. Modes de participation à l'Assemblée Générale

1. Les actionnaires désirant assister personnellement à cette Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

1.1. Demande de carte d'admission par voie postale

Pour l'actionnaire au nominatif : adresser une demande de carte d'admission par courrier postal ou se présenter le jour de l'Assemblée Générale, muni d'une pièce d'identité ;

Pour l'actionnaire au porteur : demander à l'établissement teneur de son compte, qu'une carte d'admission lui soit adressée ou se présenter le jour de l'Assemblée Générale, muni d'une attestation de participation certifiant de la propriété de leurs actions au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale (soit le 12 décembre 2024, zéro heure, heure de Paris).

1.2. Demande de carte d'admission par Internet

Pour l'actionnaire au nominatif : L'actionnaire (pur ou administré) doit se connecter sur la plateforme sécurisée Votaccess accessible via le site www.sharinbox.societegenerale.com en utilisant ses codes d'accès Sharinbox habituels (rappelés sur le formulaire unique de vote joint à la brochure de convocation) ou son email de connexion (s'il a déjà activé son compte Sharinbox by SG Market), puis le mot de passe déjà en sa possession (en cas de perte ou d'oubli de ce mot de passe, il suit la démarche proposée en ligne sur sa page d'authentification). Il doit ensuite suivre la procédure indiquée à l'écran.

Pour l'actionnaire au porteur : l'actionnaire au porteur doit se connecter au portail de l'établissement teneur de son compte avec ses codes d'accès habituels et cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à

ses actions TERACTION pour accéder au site VOTACCESS. Il doit ensuite suivre la procédure indiquée à l'écran. Seul l'actionnaire au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au site VOTACCESS pourra faire sa demande de carte d'admission par Internet. L'accès aux sites Internet dédiés et sécurisés sera possible à partir du mercredi 27 novembre 2024 à 9h00 (heure de Paris) jusqu'au dimanche 15 décembre 2024 à 15h00 (heure de Paris), dernier jour avant la date de l'Assemblée Générale.

2. Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée Générale et souhaitant voter par correspondance ou par procuration dans les conditions légales et réglementaires, notamment celles prévues aux articles L. 225-106, I et L. 22-10-39 du Code de commerce, pourront :

Pour l'actionnaire au nominatif : renvoyer le formulaire de vote par correspondance ou par procuration à l'aide de l'enveloppe prépayée jointe à la convocation.

Pour l'actionnaire au porteur : demander le formulaire de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'établissement teneur de son compte qui lui fera suivre le formulaire de vote accompagné de l'attestation de participation préalablement établie, au plus tard six jours calendaires avant la date de réunion de cette Assemblée Générale, soit le 10 décembre 2024. Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance, dûment remplis, datés et signés, et accompagnés de l'attestation de participation délivrée par l'établissement teneur de compte, devront être reçus par la Société, ou le Service des Assemblées de la Société Générale, au plus tard le vendredi 13 décembre 2024 à 23h59, heure de Paris.

3. Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation pour assister à l'Assemblée Générale, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale. Il peut toutefois céder tout ou partie de ses actions.

Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, ou le pouvoir.

À cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifié par l'intermédiaire habilité ou pris en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

4. Notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire par Internet

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique. La désignation et la révocation du mandataire pourra ainsi être effectuée en vous connectant aux sites Internet dédiés et sécurisés, selon les mêmes modalités que celles décrites ci-après pour le vote par Internet et en suivant la procédure indiquée à l'écran.

La désignation ou la révocation du mandataire exprimée par Internet, pour être valablement prise en compte, devra être effectuée au plus tard le dimanche 15 décembre 2024 à 15h00 (heure de Paris), dernier jour ouvré avant la date de l'Assemblée Générale.

L'actionnaire, ayant choisi de se faire représenter par un mandataire de son choix, peut notifier cette désignation ou la révoquer :

— par courrier postal, à l'aide du formulaire de vote envoyé, soit directement pour les actionnaires au nominatif, à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation, soit par le teneur du compte titres

pour les actionnaires au porteur et reçu par Société Générale, Service des assemblées générales au plus tard le 13 décembre 2024 ;

— par voie électronique, en se connectant, pour les actionnaires au nominatif au site www.sharinbox.societegenerale.com, et pour les actionnaires au porteur sur le portail Internet de leur teneur de compte titres pour accéder au site Votaccess au plus tard le dimanche 15 décembre 2024 à 15h00 (heure de Paris), dernier jour ouvré avant la date de l'Assemblée Générale.

Il est rappelé que les procurations écrites et signées doivent indiquer les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que ceux de son mandataire.

La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa désignation. Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote selon les recommandations du Conseil d'administration.

5. Vote par Internet

La Société offre également à ses actionnaires, dès la détention d'une action TERACTION, la possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée Générale dans les conditions ci-après :

Pour l'actionnaire au nominatif : L'actionnaire (pur ou administré) doit se connecter sur la plateforme sécurisée Votaccess accessible via le site www.sharinbox.societegenerale.com en utilisant ses codes d'accès Sharinbox habituels (rappelés sur le formulaire unique de vote joint à la brochure de convocation) ou son email de connexion (s'il a déjà activé son compte Sharinbox by SG Market), puis le mot de passe déjà en sa possession (en cas de perte ou d'oubli de ce mot de passe, il suit la démarche proposée en ligne sur sa page d'authentification). Il doit ensuite suivre la procédure indiquée à l'écran.

Pour l'actionnaire au porteur : l'actionnaire au porteur doit se connecter au portail de l'établissement teneur de son compte avec ses codes d'accès habituels et cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions TERACTION pour accéder au site VOTACCESS. Il doit ensuite suivre la procédure indiquée à l'écran. Seul l'actionnaire au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au site VOTACCESS pourra voter par Internet. L'accès aux sites Internet dédiés et sécurisés sera possible à partir du mercredi 27 novembre 2024 à 9h00 (heure de Paris) jusqu'au dimanche 15 décembre 2024 à 15h00 (heure de Paris), dernier jour ouvré avant la date de l'Assemblée Générale.

II. Demande d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévu par les dispositions légales et réglementaires peuvent requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions dans les conditions des articles L. 225-105, R. 225-71 et R. 22-10-22 du Code de commerce. Les demandes doivent être réceptionnées par TERACTION, Monsieur le Président du Conseil d'Administration, Secrétariat du Conseil d'Administration, 83, avenue de la Grande Armée 75016 Paris, par lettre recommandée avec avis de réception ou par email à investors@teract.com, jusqu'à vingt-cinq jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le 21 novembre 2024.

Les demandes doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la détention ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225 - 71 du Code de commerce susvisé. La demande d'inscription de projets de résolutions devra, en outre, être accompagnée du texte des projets de résolutions, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Si un projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'Administration, il doit être accompagné des renseignements prévus au 5° de l'article R. 225-83 du Code de commerce.

L'examen par l'Assemblée Générale des points ou de projets de résolutions, déposés par les actionnaires dans les conditions légales et réglementaires, est subordonné à la transmission, par les auteurs, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris (soit au jeudi 12 décembre 2024, zéro heure, heure de Paris).

Le texte des projets de résolutions présentés par les actionnaires de la Société sera publié sur le site Internet de la Société (www.teract.com).

III. Questions écrites

Conformément aux articles L. 225-108 alinéa 3 et R. 225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites doit, à compter de la publication de l'avis de convocation de l'Assemblée Générale et au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le mardi 10 décembre 2024, adresser ses questions à TERACTION, Monsieur le Président du Conseil d'administration, Secrétariat du Conseil d'Administration, 83, avenue de la Grande Armée, 75016 Paris, par lettre recommandée avec avis de réception ou par email à investors@teract.com. Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Conformément à la législation en vigueur, il est précisé qu'une réponse commune pourra être apportée à ces questions dès lors qu'elles présenteront le même contenu.

La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site Internet de la Société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

IV. Opérations de cession temporaire portant sur les titres

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-48 du Code de commerce, toute personne qui vient à détenir de façon temporaire, seule ou de concert, un nombre d'actions représentant plus de 0,5 % des droits de vote doit en informer l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et la Société TERACTION, Service des Actionnaires, 83 avenue de la grande armée, 75016 Paris, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure (heure de Paris), soit le 12 décembre 2024 à zéro heure (heure de Paris). A défaut d'information de la Société et de l'AMF dans les conditions prévues par le Code de commerce, les actions acquises au titre de l'une des opérations de cession temporaire seront privées de droit de vote pour l'Assemblée Générale du 16 décembre 2024 et pour toute Assemblée Générale de la Société qui se tiendrait jusqu'à la revente ou la restitution desdites actions.

V. Droit de communication des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des Assemblées Générales seront disponibles, au siège social de la Société, 83 avenue de la Grande Armée 75016 Paris, à compter de la publication de l'avis de convocation ou quinze jours avant l'Assemblée Générale selon le document concerné.

Tous les documents et informations visés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce destinés à être présentés à l'Assemblée Générale seront mis à la disposition des actionnaires sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : <https://www.teract.com/informations-reglementees>, à compter du vingt-et-unième jour précédant cette Assemblée Générale, soit le 25 novembre 2024.

VI. Confirmation de prise en compte du vote

L'actionnaire pourra s'adresser à la Société pour demander la confirmation de la prise en compte de son vote dans les délibérations. Toute demande d'un actionnaire formulée en ce sens doit intervenir dans les trois mois

suivant la date du vote (accompagnée des pièces justificatives de l'identité de l'actionnaire). La Société y répondra au plus tard 15 jours après l'Assemblée Générale si la demande est reçue avant celle-ci et au plus tard 15 jours après la demande si elle reçue après l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration

ANNEXE 1

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS

DEMANDE À RETOURNER À : Société Générale – Service Assemblées, 32, rue du Champ-de-Tir, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 03

Concernant l'Assemblée générale mixte du 16 décembre 2024 de la société TERA^{CT}

Je soussigné(e) :

NOM : _____

Prénom usuel : _____

Domicile : _____

Propriétaire de _____ actions nominatives

Propriétaire de _____ actions au porteur

Demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée Générale du 16 décembre 2024, tels qu'ils sont visés par les articles R.225-81 et R.225-83 du Code de Commerce :

- Par courrier postal à l'adresse mentionnée ci-dessus
- Par courrier électronique à : _____

Fait à _____, le _____ 2024.

Signature

Conformément à l'article R. 225-88 alinéa 3 du code de Commerce, les actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R.225-83 du code de Commerce, à l'occasion de chacune des assemblées générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désirerait bénéficier de cette faculté, mention devra être portée sur la présente demande.

Comment remplir son formulaire ?

Vous désirez voter par correspondance : cochez ici et suivez les instructions.

Vous désirez donner pouvoir au Président de l'Assemblée : cochez ici et suivez les instructions.

Vous désirez donner pouvoir à une personne dénommée : cochez ici et inscrivez les coordonnées de cette personne.

Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side
 Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this , date and sign at the bottom of the form

JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING and request an admission card: date and sign at the bottom of the form

TERACT

Société anonyme au capital de 734 278.97 euros
 Siège social: 83, avenue de la Grande Armée, 75016 Paris
 889 017 018 RCS Paris

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
Lundi 16 décembre 2024 à 15h00
 83, avenue de la Grande Armée, 75016 Paris

COMBINED GENERAL MEETING
December 16, 2024 at 3:00 pm
 83, avenue de la Grande Armée, 75016 Paris

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account: Vote simple / Single vote:

Normatif / Registered: Vote double / Double vote:

Nombre d'actions / Number of shares: Porteur / Bearer:

Nombre de voix - Number of voting rights:

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST
 Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directeur ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci l'une des cases "Non" ou "Abstention". / I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this , for which I vote No or I abstain.

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A	B
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
		11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Abs.	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
		21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Abs.	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
		31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Abs.	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
		41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Abs.	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
												Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
												Abs.	<input type="checkbox"/>
												Non / No	<input type="checkbox"/>
												Abs.	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée, je vote NON sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante :
 (In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote NO unless I indicate another choice by shading the corresponding box:
 - Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée générale. / I appoint the Chairman of the general meeting:
 - Je m'abstiens. / I abstain from voting:
 - Je donne procuration (cf. au verso recto (4) à M. Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom:
 / I appoint (see reverse (4) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf:
 Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard:
 To be considered, this completed form must be returned no later than:
 à la banque / to the bank: 13 décembre 2024 sur 1^{ère} convocation / on first notification:
 à la société / to the company: 13 décembre 2024 sur 2^{ème} convocation / on 2nd notification:

JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
 Cf. au verso (3)
 I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
 See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR À : cf. au verso (4) pour me représenter à l'Assemblée
 / I HEREBY APPOINT: See reverse (4) to represent me at the above mentioned Meeting
 M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name
 Adresse / Address:

ATTENTION : Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.
CAUTION: As for bearer shares, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)
 Surname, first name, address of the shareholder (Changes regarding this information have to be notified to relevant institution, no changes can be made using this proxy form). See reverse (1)

Date & Signature

Vous avez voté par correspondance : n'oubliez pas de mentionner votre choix dans le cas où des amendements ou des résolutions nouvelles seraient présentées à l'Assemblée.

Quel que soit votre choix, datez et signez ici.

Inscrivez ici vos nom, prénom et adresse ou vérifiez-les s'ils y figurent déjà.

Comment se rendre à l'Assemblée générale ?

Pour se rendre à :

Siège social :

83 avenue de la Grande Armée
75016 Paris
France

A l'entrée, un **accueil** vous permettra l'accès à l'**émargement** et à la salle qui se situe au **7^{ème} étage**.

Accessibilité



Ligne C, station Neuilly Porte Maillot



MÉTRO Ligne 1, station Porte Maillot – Palais des Congrès



Lignes 82, 73, 43, 244, PC1

